

**Avec République et socialisme et le Parti communiste français,
membres du Front de gauche**

LA GAUCHE DEBOUT POUR L'HUMAIN D'ABORD !



**MARIANNE
JOURNIAC**

61 ans, attachée
d'administration hospitalière

Arrivée à Paris en 1975 à l'âge de 19 ans avec en poche un BEP de secrétaire, j'ai passé les concours administratifs pour rentrer à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris. Tout en travaillant, j'ai poursuivi des études supérieures à la Faculté de droit et au CNAM dans le cadre d'un master en ressources humaines. Aujourd'hui je suis cadre administratif au sein de l'AP-HP. Je suis scandalisée par la détérioration du système de santé rendu aux patient-e-s, en raison des restrictions de personnel et de plans d'économie successifs à l'hôpital public. Je me suis engagée dans l'action syndicale, en assumant aujourd'hui des responsabilités locales et nationales au sein de mon syndicat. Ayant milité au sein de partis politiques de gauche, j'ai rejoint République et socialisme, composante du Front de gauche, en 2009. J'ai été élue conseillère municipale de 1989 à 2001 en banlieue.

Madame, Monsieur,

Le 7 mai dernier, la candidate du racisme et de l'antisémitisme, a été battue. Sa volonté de mettre les syndicats et le mouvement social et démocratique au pas, par l'instauration d'un régime autoritaire au service des milieux financiers les plus réactionnaires, a été fortement rejetée sur notre circonscription.

Il n'en reste pas moins, qu'avec mon suppléant, Jean-Marc Paris, nous nous opposons totalement au programme rétrograde sur le plan économique et social de monsieur Macron. D'ailleurs ce programme n'est pas majoritaire dans notre pays : il n'a obtenu que 43,9 % des inscrits, dont une forte proportion de suffrage anti-Le Pen.

**Ne laissons pas les affaires
du monde aux seules mains
du monde des affaires. Plus
que jamais, à l'Assemblée
nationale, nous avons besoin
de députés à votre image :**

- Des députés issus d'une gauche sincère et honnête, respectueuse de ses engagements, rassemblée contre la politique ultralibérale.

- Des députés qui, comme vous, sont attachés au droit du travail (70 % ont condamné la loi El Khomri, qu'Emmanuel Macron veut aggraver par ordonnance, c'est-à-dire sans consulter les représentants du peuple que vous allez élire).
- Des députés qui s'opposent à la casse des retraites que monsieur Macron s'est engagé à poursuivre à la demande du Medef, des marchés financiers et de la commission européenne libérale.
- Des députés qui souhaitent que l'égalité de tous les citoyen(ne)s soit garantie par un service public fort (école, hôpitaux, poste, transport, télécommunications, énergie, crèches, etc.).

Voilà l'engagement que nous prenons devant vous, mon suppléant, Jean-Marc Paris, et moi-même.

**Le 11 juin 2017, pour être
respectés dans le cadre de la
liberté et de la justice sociale,
votez pour des députés à votre
image !**

2017, l'Humain d'abord à Paris !

Marianne Journiac est ma candidate.
Vous pouvez compter sur elle pour
défendre à l'Assemblée nos services publics
et nos droits.
Nicolas Bonnet Oulaldj.



LE MONDE DU TRAVAIL, C'EST NOUS !

Pour une 6^e République parlementaire, sociale et participative !



**JEAN-MARC
PARIS**

Suppléant

46 ans, conducteur de train

Après l'obtention du Bac, j'ai travaillé comme vendeur automobile. En 1993, la crise dans ce secteur d'activité, m'a amené à changer de métier. Je suis devenu, pendant un temps, manœuvre dans le bâtiment puis chauffeur-déménageur grâce au permis poids lourd obtenu à l'armée. En plein conflit de 1995, j'intègre la SNCF, puis deviens conducteur de train. Je me suis alors engagé syndicalement aux côtés des cheminots en lutte. La défense des salariés, des usagers, ainsi que le service public ferroviaire deviennent ma préoccupation : lutte contre les inégalités, respect des droits des agents, défendre et améliorer les conditions de travail comme les conditions de transport notamment en Île-de-France...

De gauche à droite :
Marinette Bache, Conseillère de Paris et du 20^e arrdt • **Nicolas Bonnet-Oulaldj**, Président du groupe Communiste à l'Hôtel de Ville, élu du 12^e arrdt • **Marianne Journiac** • **Jean-Marc Paris** • **Didier Le Reste**, Ancien SG de la CGT Cheminots

1. DÉFENDRE L'EMPLOI ET LE DROIT DU TRAVAIL

Lors du dernier quinquennat, répondant aux vœux du patronat et de la finance, le gouvernement de messieurs Hollande, Valls, Macron s'en est pris aux droits du travail à travers les lois dites "Macron" et "El Khomri". Il faut rétablir un code du travail et une couverture sociale protectrice des salariés. Le repos dominical est une conquête historique du monde du travail. Sa remise en cause est indigne et méprisante pour la vie familiale notamment à cause de l'attaque faite aux droits au repos et aux loisirs de chacun. On doit rendre son exception encore plus contraignante.

2. GARANTIR LE PROTECTION SOCIALE ET LES RETRAITES

Nous nous opposons à une vision compatible de la protection sociale. Revenons à l'esprit du programme du Conseil National de la Résistance. Nous nous opposons à une privatisation rampante au seul bénéfice des assurances privées. Nous voulons maintenir un système basé sur la solidarité. Les moyens existent aujourd'hui. L'accès aux soins doit être garanti et être le même pour tous. Les exonérations sur les cotisations patronales n'ont pas créé d'emplois : elles doivent être supprimées. Les montants des retraites doivent être revalorisés et nous devons rétablir la retraite à 60 ans à taux plein.

3. REVALORISER LE TRAVAIL ET LES SALAIRES

C'est le travail qui crée la richesse ; les actionnaires se l'accaparent tandis que les salariés voient leur niveau de vie stagner ou baisser depuis des années. Nous refusons l'aggravation de la pauvreté et les fins de mois difficiles. Il faut une autre répartition des richesses. Il faut augmenter le SMIC, l'ensemble des salaires et les revenus minimum.

Les écarts de salaire doivent être plafonnés à 20 fois le SMIC.

4. REFUSER LA SOUMISSION DE LA FRANCE AU LIBÉRALISME EUROPÉEN

Il faut refuser les diktats qu'on nous impose au nom de l'Europe. Les Français ont rejeté par référendum en 2005 le traité constitutionnel européen, conscients que les libéraux souhaiteraient déplacer les prises de décisions de Paris à Bruxelles, hors du contrôle des citoyens. Sarkozy s'est empressé de le réhabiliter et Hollande de l'appliquer. Il faut, au contraire, mener une politique pour l'emploi et conquérir de nouveaux droits sociaux. Aujourd'hui 2 autres dangers se profilent : les traités CETA (déjà signé mais non encore ratifié) et TAFTA, qui vont livrer notre marché aux économies nord-américaines. Il faut les rejeter !



POUR DIALOGUER AVEC LES CANDIDAT(E)S :

PCF Paris XII^e • 56 rue du Rendez-vous – 75012 Paris • mariannejourniac2017@gmail.com

 [mariannejourniac2017](https://www.facebook.com/mariannejourniac2017)

Le 11 juin, votez Marianne Journiac !